

Unité départementale du Loiret
5 avenue Buffon - CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 09/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRISALID SAS

651 rue de la Motte Pétrée
45770 Saran

Références : VAT20250292
Code AIOT : 0010001408

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement TRISALID SAS implanté 651 rue de la Motte Pétrée 45770 Saran. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRISALID SAS
- 651 rue de la Motte Pétrée 45770 Saran
- Code AIOT : 0010001408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation d'incinération dispose d'une capacité de traitement nominale de 2 fois 7

tonnes/heure à PCI 8 400 kJ/kg (avec 2000Kcal/j). Plusieurs types de déchets y sont traités : des déchets ménagers, des déchets tout venant incinérables des déchetteries, des déchets d'activités économiques, des Déchets d'Activités et de Soins à Risques Infectieux (DASRI) et les refus du centre de tri TRISALID.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature et origine des déchets	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 5	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Conditions de respect des valeurs limites en NOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Valeurs limites d'émission dans l'air	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 10	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Surveillance en continu - HF	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 14	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
10	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.9.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois
11	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	4 mois
12	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 12/06/2025, article R. 541-43	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien des installations	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.1.1	/	Sans objet
3	Indisponibilité des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.3.5.1.	/	Sans objet
4	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	/	Sans objet
5	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
13	Conformité MTD21 du BREF WI	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 9	/	Sans objet
14	Conditions d'acceptation des DASRI	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.2.4.2	/	Sans objet
15	Conditions d'incinération des DASRI	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.2.4.3	/	Sans objet
16	Conditions d'incinération des DASRI	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.2.4.3.	/	Sans objet
17	DASRI - Manutention des bacs	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.2.4.4.	/	Sans objet
18	DASRI - Bordereau de suivi	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.2.4.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature et origine des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Nature et origine des déchets
Prescription contrôlée : L'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 est supprimé et remplacé par les dispositions ci-dessous : « Les déchets admissibles dans l'installation sont : - les ordures ménagères ; - les Déchets d'Activités et de Soins à Risques Infectieux (DASRI) ; - les déchets industriels banals ; - les déchets exceptionnels, assimilables aux ordures ménagères ou aux déchets industriels banals, tels que les archives confidentielles, les pièces à conviction des tribunaux, les saisies des douanes, les contrefaçons,... Les déchets (hors DASRI) incinérés proviennent principalement d'Orléans Métropole et des syndicats de communes périphériques, prioritairement du Loiret, des autres départements de la région Centre - Val de Loire, et dans la limite de 2300 t/an des départements limitrophes autorisés situés hors région Centre-Val de Loire (Essonne, Seine et Marne, Yonne et Nièvre), si cela permet de combler les vides de four afin de garantir un fonctionnement optimal de l'installation. L'usine d'incinération de Saran pourra participer au traitement de déchets extérieurs à cette zone en cas d'arrêts programmés ou accidentels d'autres unités de traitement de déchets non dangereux. [...]
Constats : Vu les informations issues de TRACKDECHETS relatives à l'année 2024 pour l'UVE TRISALID (fiche récapitulative et registre déchets entrants intégrant les données déclarées via l'outil RNDTS). Ont ainsi été déclarées 93 925 tonnes entrantes de déchets non dangereux (pour 115000 tonnes autorisées) dont : - 40 tonnes sous le code 12 01 99 (déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques) ; - 913 tonnes sous le code 16 01 99 (déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules) ; - 7 064 tonnes sous le code 19 12 12 (déchets incinérables provenant du traitement mécanique des déchets) ; - 74 tonnes sous le code 20 01 39 (matières plastiques) : ces déchets correspondant à des refus de préparation de CSR (Combustibles Solides de Récupération) provenant de SOCCOIM Chaingy ; l'inspection mentionne à l'exploitant qu'il conviendrait d'utiliser dorénavant un autre code plus adapté à ce type de déchets que le 20 01 39 et pour éviter toute confusion sur la nature de ces déchets ; - 85 834 tonnes sous le code 20 03 01 (déchets municipaux en mélange). Ces déchets proviennent de la région Centre Val de Loire (et majoritairement du Loiret) ou des départements autorisés situés hors région Centre-Val de Loire. Seules 25 tonnes réceptionnées le

24 janvier 2024 proviennent du département 93 (lieu de collecte "TIERS NOUVEAU FLUX" à AUBERVILLIERS), département non autorisé.

Concernant les DASRI, 1 264 tonnes ont été réceptionnées (pour 4000 tonnes autorisées) en provenance exclusivement de la région Centre - Val de Loire.

Constat : L'inspection constate pour l'année 2024 la réception de 25 tonnes de déchets en provenance d'un département non autorisé. L'exploitant ne respecte pas pour la totalité des déchets réceptionnés la zone autorisée pour la provenance de ces déchets.

L'exploitant précise lors de l'inspection qu'il va engager des vérifications sur les informations relatives à la traçabilité du lot de déchets en question.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Four

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Constats :

L'exploitant est questionné sur l'arrêt non programmé de la ligne 2 du 02/02/2024 au 09/02/2024 mentionné lors de la CSS comme étant lié à une "chute mur de chute grille 1 et un échauffement important déformant la structure interne".

L'exploitant précise continuer à avoir des difficultés d'exploitation liées à un fort PCI des déchets incinérés ainsi qu'aux explosions de bouteilles de protoxyde d'azote dans le four. Des endommagements sévères du four sont constatés avec une perte de 1cm de réfractaire par mois. L'exploitant mentionne avoir engagé des travaux avec une nouvelle solution envisagée et mise en

<p>œuvre lors des arrêts de maintenance sur les lignes 1 et 2 (changement d'ancrage des réfractaires, changement de typologie de béton utilisé et instrumentation pour visualiser le profil de température dans le four).</p> <p>L'exploitant précise également être en réflexion pour faire évoluer les déchets entrants et envisage de lancer une campagne de communication sur la problématique des batteries lithium et protoxyde d'azote pour la gestion des déchets.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Indisponibilité des dispositifs de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.3.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Compteur 60h
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 2.3.4 du présent arrêté, la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées sont limitées :</p> <p>[...] - la durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. Au-delà des soixante heures cumulées sur une année calendaire, l'installation doit être mise à l'arrêt jusqu'à ce que les travaux de remise en état des équipements de traitement aient été effectués et des mesures préventives mises en place.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les compteurs 60h qui comptabilisent la durée cumulée de fonctionnement sur l'année pendant laquelle les concentrations dans les rejets dépassent les valeurs limites fixées ont été visualisés sur le "PC DREAL" en salle des commandes et un export de ces informations a pu être édité et transmis à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection.</p> <p>Pour l'année 2024, le compteur 60h s'élève à 3 h pour la ligne 1 et à 9h30 pour la ligne 2.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'inspection rappelle que cette durée cumulée doit être indiquée dans les documents transmis à l'inspection dans les conditions définies aux articles 2.3.5.1. et 9.3.2 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation s'est engagé le faire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation autres que normales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC</p>

fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; [...]

Constats :

- Listes des OTNOC :

Les conditions OTNOC potentielles identifiées par l'exploitant pour l'UVE TRISALID et intégrées dans le logiciel de supervision sont identifiées sur un schéma nommé "critères OTNOC" transmis par l'exploitant.

Les conditions OTNOC prises en compte par l'exploitant sont les suivantes :

- OTNOC en phase de démarrage et d'arrêt de ligne ;
- arrêt de l'injection bicarbonate ;
- arrêt de l'injection de dioxorb ;
- arrêt de l'injection de NH₄OH ;
- bruleur en fonctionnement (condition d'exploitation significative d'un problème au niveau de la grille selon l'exploitant) ;
- débit de vapeur < 50 % (condition d'exploitation significative d'un défaut technique).

- Compteur OTNOC :

D'après les rapports mensuels en NOC ligne 1 et ligne 2 de décembre 2024, le compteur OTNOC s'élève à 9 heures 4 min et 50s pour la ligne 1 et à 2 j 09 h 10 min et 30 s pour la ligne 2 ; le seuil de 250 heures maximum est bien respecté pour chaque ligne.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat relevé lors de la visite d'inspection du 22/10/2024 :</u> L'inspection n'est ainsi pas en mesure de contrôler la mesure des émissions en conditions OTNOC ne pouvant pas identifier sur quelles demi-heures les conditions basculent en OTNOC.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant daté du 01/04/2025 :</u> Le contenu et la présentation des rapports journaliers ont évolué, vous trouverez un exemple dans le dernier rapport trimestriel 2024.</p> <p><u>Visite d'inspection du 12/06/2025 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ligne 1 : Par sondage, le rapport journalier du 21/10/24 – ligne 1 a été consulté : le temps OTNOC y est reporté demi heure par demi heure. <p>L'inspection peut ainsi constater que de 10h à 10h30 21 minutes de temps OTNOC ont été comptabilisées. Sur cette demi heure, les conditions d'exploitation sont considérées en OTNOC (« OTNOC » mentionné dans le tableau journalier faisant état des moyennes demi heure NOC). La moyenne demi heure sur cette plage horaire est bien reportée dans le tableau rapport journalier qui fait état des conditions "R-EOT" (toutes conditions d'exploitation confondues et donc prenant en compte les conditions OTNOC). Les mesures en conditions OTNOC sont donc bien effectives sur la ligne 1 le 21/10/24.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ligne 2 : Par sondage, le rapport journalier du 17/10/24 – ligne 2 a été consulté. En s'intéressant à la tranche horaire 18h30 - 19h, l'inspection constate que les mesures en conditions OTNOC sont bien

effectives sur la ligne 2.

Pas d'écart constaté.

L'écart relevé lors de la précédente inspection est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation autres que normales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025

Prescription contrôlée :

L'évaluation périodique consiste en : [...]

- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Constats :

Visite d'inspection du 22/10/2024 :

Constat concernant l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC et mise en œuvre de mesures correctives : "L'exploitant devra être en mesure de présenter lors d'un prochain contrôle le suivi de l'évaluation des émissions survenant lors de OTNOC et des mesures correctives le cas échéant".

Réponse de l'exploitant daté du 01/04/2025 :

L'évaluation périodique est réalisée lors de la réunion d'exploitation journalière. Suite à cette réunion, les actions correctives sont notées dans le compte rendu d'exploitation.

Dans le dernier rapport trimestriel 2024, vous trouverez les explications de chaque dépassement survenant lors de OTNOC et une description des mesures correctives le cas échéant.

Visite d'inspection du 12/06/2025 :

D'après le rapport autosurveillance du 4^{ème} trimestre 2024, les conditions OTNOC identifiées en 2024 sont les suivantes (cf. §2.1.3 et 2.2.3) :

- OTNOC ligne 1 :

28/10/24 : 'débit coke de lignite', arrêt d'urgence déclenché par erreur (15')

12/11/24: 'brûleur', intervention de maintenance sur grilles (31')

13/11/24: 'brûleur', intervention de maintenance sur grilles (40')

22/12/24: 'brûleur', démarrage de la ligne (1h56')

- OTNOC ligne 2 :

04/10/24 : 'brûleur', arrêt de ligne (3h)

12/10/24 : 'brûleur' démarrage de ligne (1h30')

17/10/24: 'coke de lignite' débit bas sur ligne d'injection (24')

28/10/24: 'coke de lignite' arrêt d'urgence déclenché par erreur (15')

27/11/24: 'brûleur', intervention de maintenance sur grilles (7')

14/12/24: 'coke de lignite' débit bas sur ligne d'injection (6')

Par ailleurs, les dépassements des VLE sont signalés et les niveaux d'émission associées (valeurs moyennes) sont reportées aux paragraphes 2.1.2 et 2.2. : exemple sur la ligne 2, le 04/10/2024 : 2 dépassements 30' sur les concentrations CO suite à des problèmes de combustion lors d'un arrêt de ligne avec des moyennes demi-heure respectivement à 610,29 mg/Nm³ et 378,03 mg/Nm³.

La survenue de conditions OTNOC est ainsi mentionnée depuis le 4ème trimestre 2024 dans le rapport d'autosurveillance ainsi que les dépassements de VLE et les valeurs mesurées associées toutes conditions d'exploitation confondues. Une mention des conséquences en termes d'émissions gazeuses (dépassement de VLE par exemple ou non) pourrait être utilement ajoutée dans le descriptif des OTNOC (cf. §2.1.3 et 2.2.3) pour faire le lien entre des conditions OTNOC et un niveau d'émissions et faciliter ainsi l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC.

Par ailleurs, l'exploitant précise que le sujet des conditions OTNOC est abordé tous les matins avec les équipes en charge de l'exploitation de l'UVE (problèmes techniques, causes, conséquences).

Pas d'écart constaté. L'écart relevé lors de la précédente inspection est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions de respect des valeurs limites en NOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de respect des valeurs limites

Prescription contrôlée :

Les moyennes sur une demi-heure sont déterminées à partir des valeurs mesurées, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance indiqué dans la partie 7.2.

Une moyenne demi-horaire est considérée comme étant une valeur valide pour les VLE en NOC :

- lorsqu'au moins 20 minutes sur 30 ont été mesurées en condition normale de fonctionnement ;
- en l'absence de toute maintenance ou de tout dysfonctionnement du système de mesure automatisé sur l'ensemble de la demi-heure.

A l'exception du suivi en continu du mercure pour lequel peuvent être écartées jusqu'à 500h/an de valeurs demi- horaires pour cause d'indisponibilité du dispositif de suivi :

- les moyennes journalières valides pour les VLE en NOC sont calculées à partir de ces moyennes demi- horaires valides, dans la limite de cinq moyennes demi-horaires écartées par jour pour maintenance ou dysfonctionnement du système de mesure automatisé ;[...]

Pour qu'une moyenne jour soit prise en compte en NOC, il est nécessaire que pas plus de 12 moyennes demi- horaires OTNOC ne soient écartées par jour.

Constats :

La vérification est faite par sondage :

- Validité de la moyenne demi-heure en NOC (Normal Operating Conditions : conditions normales d'exploitation) :

Ligne 1 : L'inspection constate que le 21/10/24 de 10h à 10h30 21 minutes de temps OTNOC ont été comptabilisées (d'après le rapport journalier du 21/10/24). Sur cette demi heure, les conditions d'exploitation sont considérées en OTNOC ; la valeur moyenne demi heure des mesures en continu pour les paramètres HCl, SO₂, CO, COT, Nox, NH₃, HF, PS est écartée pour le calcul des valeurs moyennes journalières (d'après le rapport journalier en NOC du 21/10/24).

Ligne 2 : Vu les rapports journaliers du 17/10/24 pour cette ligne, le même constat peut être formulé pour la ligne 2.

Le calcul des moyennes demi-heure en NOC est conforme ; vérification faite par sondage le 21/10/24 pour la ligne 1 et le 17/10/24 pour ligne 2.

- Validité de la moyenne journalière en NOC :

Ligne 2 : d'après le rapport journalier en NOC du 04/10/24, 23 moyenne demi-heure sont valides pour 27 demi-heures de fonctionnement. La moyenne journalière NOC du 04/10/24 est considéré par l'exploitant comme non valide.

Or, suite à une sollicitation des DREAL, la DPGR a précisé (cf. FAQ interne DREAL) que : dans le cas de journées de fonctionnement non-pleines, il faut appliquer un prorata du nombre de moyennes demi-horaires OTNOC que l'arrêté ministériel du 12/02/2021 autorise pour comptabiliser une moyenne journalière en NOC : d'après l'arrêté ministériel, pas plus de 12 moyennes demi-horaires OTNOC ne doivent être écartées par jour (soit pour une durée de fonctionnement de 24h) pour que la moyenne jour soit prise en compte en NOC ; ainsi, dans le cas d'un incinérateur qui démarre à midi, soit 12h de fonctionnement, pas plus de 6 moyennes demi-horaires OTNOC ne doivent être écartées sur ces 12h pour que la moyenne « jour » soit prise en compte en NOC. Et dans le cas d'une journée avec seulement 18h de fonctionnement, on écarterait au maximum 9 moyennes demi-horaires OTNOC, etc.

Constat : Le calcul des valeurs moyennes journalières en NOC, dans le cas de journées de fonctionnement non-pleines, est à revoir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Valeurs limites d'émission dans l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE NOC et R-EOT
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] A compter du 3 décembre 2023, les valeurs limites d'émission dans l'air pour les paramètres : poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂, NO_x et NH₃ sont les suivantes : Voir tableaux avec VLE en moyenne journalière R-EOT et NOC (mg/Nm³) et flux limite en moyenne journalière (kg/jour)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect des VLE en conditions NOC est vérifié sur la période d'octobre à décembre 2024 d'après le rapport autosurveillance 2024 – 4^{ème} trimestre.</p> <ul style="list-style-type: none"> Mesures en continu en moyenne journalière : <p>L'inspection constate ainsi pour les mesures en continu en moyenne journalière sur cette période : aucun dépassement sur la ligne 1 et un dépassement sur la ligne 2 de la VLE Hg NOC en moyenne journalière (51,42 mg/Nm³ pour une VLE à 20). L'exploitant précise dans le rapport autosurveillance que : « le pic observé indique la présence d'un déchets non identifié mais non conforme à la prescription des déchets entrants ».</p> <p>L'exploitant ajoute lors de l'inspection que l'objectif est d'augmenter le débit d'injection de réactif pour contrôler les pics de mercure qui sont difficiles à gérer. Une étude est en cours sur ce sujet et un essai est prévu sur une des 2 lignes pour tester les solutions envisagées.</p> <p>L'inspection constate que le sujet est bien identifié par l'exploitant et que celui-ci a identifié des actions pour mieux maîtriser les pics potentiels de mercure.</p> <ul style="list-style-type: none"> Mesure en semi-continu des dioxines et furanes : <p>Les VLE NOC sont respectées pour les 2 lignes sur la période étudiée.</p> <p>Conforme sur les VLE NOC. Des actions sont en cours pour contrôler les pics de mercure.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dès qu'elle sera finalisée, les résultats de l'étude permettant de définir des solutions aux pics de mercure dans les rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Surveillance en continu - HF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure HF
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 3 décembre 2023, le programme de surveillance des rejets atmosphériques est le suivant :</p> <p>[...]</p> <p>Fluorure d'hydrogène / mode de mesure par l'exploitant : mesure en continu</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 22/10/2024 :</u></p> <p>Constat : Selon l'exploitant, le HF n'est pas mesuré en continu.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 01/04/2025 :</u></p> <p>Le paramètre HF est bien mesuré en continu depuis la mise en place des MTD mais le QAL 2 n'a pas été réalisé.</p> <p>L'article 9.2.1 de l'AP du 03/08/2020 modifié par l'article 14 de l'APC du 15/02/2023 impose la mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) dans les rejets atmosphériques en application de l'article 2.2.2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.</p> <p>L'article 2.2.2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 précise :</p> <p>"4) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée et s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable."</p>

En régime normal, les mesures d'HCl en continu sont significativement en deçà de la VLE. L'injection de bicarbonate de sodium permet un niveau d'émission stable qui ne requiert pas une mesure en continu du HF.

De ce fait, nous sollicitons une modification de l'article 9.2.1 de l'AP du 03/08/2020 modifié par l'article 14 de l'APC du 15/02/2023 pour suivre le paramètre HF selon une fréquence semestrielle.

Visite d'inspection du 12/06/2025 :

Au vu des résultats des mesures relatives au suivi en continu des mesures du HCl en 2024 (cf. rapport mensuel), l'inspection considère que le niveau des émissions de HCl n'est pas suffisamment stable pour justifier le non recours à la mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) :

- Ligne 1 : 2 dépassements en moyenne journalière (24/03/2024 et 02/07/2024) et un dépassement le 23/07/2024 en moyenne demi-heure à 63.27 mg/Nm³ ;

- Ligne 2 : 3 dépassements en moyenne journalière (20/04/2024, 20/05/2024 et 26/06/2024) et 3 dépassements en moyenne demi-heure (20/01/2024, 20/05/2024 et le 26/06/2024 avec des moyennes demi-heure à 69,27 mg/Nm³, 105.34 mg/Nm³ et 90.58 mg/Nm³).

Le constat est maintenu : Le HF n'est pas mesuré en continu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier la raison pour laquelle le HF n'est pas mesuré en continu. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans la station d'épuration collective

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration ci-dessous définies avant

rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, après leur épuration et sans préjudice des conditions fixées dans l'autorisation de déversement dans le réseau.
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 du présent arrêté)

Débit maximum journalier : 100 m³/jour

Paramètre / Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés

Total des solides en suspension 500 mg/l

Demande chimique en oxygène (DCO) (1) 1 900 mg/l

Demande biologique en oxygène (DBO5) 500 mg/l

Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) 0,03 mg/l

Paramètre / Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés

Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) 0,05 mg/l

Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl) 0,05 mg/l

Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As) 0,1 mg/l

Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb) 0,2 mg/l

Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr) 0,5 mg/l dont Cr6+ 0,1 mg/l

Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu) 0,5 mg/l

Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni) 0,5 mg/l

Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn) 1,5 mg/l

Chlorures (2) 40 g/l

Fluorures 15 mg/l

CN libres 0,1 mg/l

Hydrocarbures totaux 5 mg/l

AOX 5 mg/l

Dioxines et furannes 0,3 ng/l

Indice Phénol 0,5 mg/l

(1) La valeur moyenne de 1 900 mg/l est une moyenne hebdomadaire, la concentration maximale journalière étant limitée à 3 800 mg/l. Dans tous les cas, le flux maximal ne devra pas dépasser 190 kg/j.

(2) Le flux en chlorures doit être inférieur à 2 000 kg/j.

Constats :

Visite d'inspection du 22/10/2024 :

Constat : l'écart est maintenu. Des dépassements continuent à être récurrents en MES.

Réponse de l'exploitant du 01/04/2025 :

Depuis le 6 novembre 2024, le site a mis en place un essai qui permet de pomper les eaux de process de l'UVE vers le bassin (de 368 m³) de récupération des eaux de la PF (plateforme) mâchefers.

[...]. Nous demandons donc une modification des prescriptions à l'article 9.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 afin que les fréquences d'analyses soient modifiées.

Le courrier de demande de modification, adressé à la préfecture, est présenté en annexe.

La convention de rejet est en cours de mise à jour suite à une visite sur site, le 16 décembre 2024, d'Orléans Métropole. La convention signée vous sera envoyée dès réception.

Visite d'inspection du 12/06/2025 :

L'exploitant a présenté une version en discussion avec Orléans Métropole de la convention de rejet.

Concernant la demande de modification, l'inspection précise qu'elle est en attente d'un porter à connaissance en bonne et due forme à discuter avec l'UD45 de la DREAL.

Le constat (des dépassements qui continuent à être récurrents en MES) est maintenu en attente de réception et d'instruction d'un porter à connaissance consolidé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2025

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduares respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.

Constats :

Visite d'inspection du 22/10/2024 :

L'exploitant devra démontrer que son installation n'est pas soumise à cette nouvelle prescription.

Réponse de l'exploitant du 01/04/2025 :

Avec la nouvelle gestion des eaux expliquée ci-dessus [...], les eaux de la plateforme mâchefers sont acheminées vers le réseau des eaux de l'UVE (voir le schéma en annexe).

La nouvelle gestion des eaux dirige donc ces effluents vers le réseau des eaux de l'UVE. De ce fait, l'installation n'est pas soumise à l'annexe 8 de l'arrêté du 12 janvier 2021.

Visite d'inspection du 12/06/2025 :

Le constat est maintenu en attente de réception et d'instruction d'un porter à connaissance consolidé (voir point de contrôle précédent).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/06/2025, article R. 541-43

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2025

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées

selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :

Visite d'inspection du 22/10/2024 :

[...] Les mâchefers envoyées sur la plateforme mâchefer (AIOT n°08295) ne sont par contre pas télédéclarées au RNDTS. **Le registre des déchets sortants n'est pas intégralement versé au RNDTS.**

Réponse de l'exploitant du 01/04/2025 :

"Les pesées des camions mâchefers ne passent pas sur la bascule de sortie de l'UVE mais vont directement sur la bascule d'entrée de la plateforme mâchefers.

Nous avons sollicité le service informatique afin de trouver une solution automatisée permettant de récupérer les données du registre entrant de la plateforme mâchefers pour les intégrer dans le registre sortant de l'UVE."

Visite d'inspection du 12/06/2025 :

Vu le registre déchets sortants de l'UVE télédéclaré (export via la fiche TRACKDECHETS disponible pour l'inspection sur le portail MOnAIOT) :

Ont été déclarées pour l'année 2024 notamment 1 675 tonnes de déchets sous le code 19 01 16 CENDRES SOUS CHAUDIERE NON DANGEREUSES.

Par contre, aucune déclaration n'a été faite pour les mâchefers (sous le code : 19 01 12 mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 1).

L'exploitant confirme avoir des difficultés et avoir sollicité plusieurs fois la personne référente sur le sujet. Selon l'exploitant, les télédéclarations se font automatiquement entre les logiciels de

pesées et le RNDTS, toutefois l'exploitant n'a donc pas la main pour effectuer les modifications nécessaires. L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier mail envoyé pour demander un changement en date du 3 juin dernier.

Le constat est maintenu. Le registre des déchets sortants n'est pas intégralement versé au RNDTS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : Conformité MTD21 du BREF WI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets non dangereux

Prescription contrôlée :

L'article 2.2.3. de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 est complété par les dispositions ci-dessous :
« Avant le 3 décembre 2023, il convient d'étudier la mise en place de l'une des trois actions suivantes pour être conforme à la MTD21 du BREF WI :

- Mise en place d'un système d'extraction de l'air pendant les phases d'arrêt technique (surtout pendant les AT total) ;
- Mise en balles des déchets possible, conformément à l'autorisation de l'AP de 2020 (article 2.2.3) ;
- Minimiser le stock en fosse. »

Constats :

L'exploitant ne met pas en balle ses déchets. Il précise que dès qu'une ligne d'incinération est en fonctionnement, le système d'extraction des odeurs est mis en route automatiquement au niveau de la fosse. Il déclare également pour minimiser les odeurs chercher à minimiser le stock en fosse (détournement des déchets vers une autre installation) avant les arrêts prévus pour maintenance lors de l'arrêt commun des 2 lignes (arrêt une fois par an d'une durée de 4 à 5 jours).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Conditions d'acceptation des DASRI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conditionnement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les DASRI ne peuvent être acceptés que s'ils sont conditionnés dans des récipients étanches pouvant assurer une bonne résistance, à usage unique, en bon état et avec un marquage apparent indiquant la nature des déchets et leur provenance. Ce conditionnement doit notamment être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 novembre 2003 relatif aux emballages de DASRI.</p> <p>Les récipients à usage unique doivent être facilement incinérables.</p> <p>La détection de toute anomalie sur les déchets par rapport aux présentes prescriptions entraîne le refus des déchets, voire du lot concerné.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection assiste dans le hall dédié aux DASRI à une réception de DASRI (déchargement du contenu d'un véhicule dans des bacs DASRI). Les DASRI visualisés sont conditionnés dans des récipients étanches en bon état et avec un marquage.</p> <p>L'exploitant précise que les refus sont très rares avec par exemple des refus pour cause de conditionnement non adapté ou de détection de radioactivité à raison de 3 à 4 détection par an.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Conditions d'incinération des DASRI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.2.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mode opératoire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le transit de DASRI par la fosse de stockage des déchets non dangereux est interdit. [...]</p> <p>Si les récipients ne sont pas introduits directement dans le four dès leur arrivée, les conteneurs pleins sont entreposés dans un local respectant les dispositions fixées par l'article 8 de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des DASRI et assimilés et des pièces anatomiques.</p> <p>Les récipients contenant les déchets sont introduits directement, sans manipulation humaine, dans le four par l'intermédiaire d'une trémie, d'un sas de chargement gravitaire ou avec un poussoir. La détérioration des récipients avant l'entrée dans le four doit être évitée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate le jour de la visite que les DASRI sont bien réceptionnés et entreposés temporairement dans un hall dédié.</p> <p>Les bacs à DASRI sont acheminés par un élévateur et versés en tête de four par un dispositif automatisé (vu en fonctionnement en salle des commandes).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Conditions d'incinération des DASRI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.2.4.3.
--

Thème(s) : Risques chroniques, Délai

Prescription contrôlée :

Les DASRI sont incinérés 48 heures au plus tard après leur arrivée. Toutefois, dans la mesure du possible, ces déchets sont traités dans les 24 heures suivant leur arrivée sur le site.

En cas d'indisponibilité supérieure à 48 heures, les DASRI sont dirigés vers une autre installation de traitement régulièrement autorisée et située en région Centre-Val de Loire.

Constats :

L'exploitant utilise un logiciel de suivi des DASRI pour s'assurer de respect du délai de 48h. Les bordereaux TRACKDECHETS associés aux DASRI à l'arrivée sur site sont associés via à un code barre aux bacs dans lesquels les DASRI sont entreposés. Avant la montée des bacs par l'élévateur pour être incinérés, le code barre du bac en question est scanné pour enregistrer l'heure de prise en charge du bac de DASRI.

Vu le logiciel de suivi des DASRI indiquant les dates et heures de réception des DASRI entre le 10 juin 2025 à 17h31 et le 11 juin 2025 à 11h12 et les dates et heures associées pour l'incinération de ces déchets. Le délai de 48h est respecté pour ces DASRI.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : DASRI - Manutention des bacs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.2.4.4.
--

Thème(s) : Risques chroniques, Conteneurs DASRI

Prescription contrôlée :

La manutention et le transport des récipients se font dans des conteneurs rigides clos à fond étanche, de manière à préserver l'intégrité de ces récipients jusqu'à leur introduction dans le four. Après déchargement, les conteneurs sont lavés et désinfectés ultérieurement et extérieurement sur le site. Les conteneurs vides, propres et désinfectés, s'ils ne sont pas immédiatement repris, sont entreposés dans un local distinct prévu à cet usage.

Les eaux de lavage des conteneurs sont soit détruites sur le site, soit désinfectées avant rejet à l'extérieur.

Constats :

Vu le jour de l'inspection : les bacs utilisés pour la manutention et le transport des récipients sont rigides, clos et à fond étanche.

Après déchargement, l'exploitant explique que les conteneurs sont lavés et désinfectés avec un produit nommé "DETERQUAT OM" (vu sur site). Les conteneurs vides, propres et désinfectés sont

entreposés dans une zone spécifique dans le hall DASRI. L'exploitant précise que les eaux de lavage des conteneurs sont brûlées dans le four.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : DASRI - Bordereau de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.2.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité
Prescription contrôlée : Tout DASRI arrivant sur site doit être accompagné d'un bordereau de suivi de déchets conforme à l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des DASRI et assimilés et des pièces anatomiques. [...]
Constats : Contrôle par sondage. A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté un bordereau DASRI sous forme papier (n°BDK186355741) et un bordereau sous TRACKDECHETS (n°DASRI-20250519-7NWS37H3Q) daté du 10 et du 12 juin 2025. Ces bordereaux sont dûment renseignés et signés. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite